ALAN GREENBERG:

Nous allons commencer l'appel.

YESIM NASLAR :

Très bien. Assurons-nous que nous avons bien lancé l'enregistrement. Et je ferais l'appel. Très bien, l'interprétation commencera maintenant et l'enregistrement a été lancé.

Bonjour et bonsoir à tous. Soyez les bienvenus à cet appel mensuel de l'ALAC, le mardi 24 avril 2018, à 4 h UTC.

Sur notre appel aujourd'hui, nous avons les participants suivants.

Sur le canal anglais : Alan Greenberg, Holly Raiche, Kaili kan, Maureen Hilyard, Andrei Kolesnikov, Bastiaan Gosling, Sebastien Bachollet, Bartlett Morgan, rocaro Holmquist, Javier Rue-Jovet, Barrack Otieno, Yrjo Lansipuro, Satish Babu.

Sur le canal espagnol, nous avons Alberto Soto.

Nous n'avons pas de participant sur le canal français en ce moment ni sur le canal russe.

Nous avons reçu les excuses de Seun Ojedeji qui a envoyé ses excuses.

Et du personnel, nous avons Heidi Ulrich, Silvia Vivanco, Gisella Gruber Evin Erdogdu, et moi-même Yesim Nazlar.

Nos interprètes de français aujourd'hui seront Camila et Jacques. Les interprètes d'espagnol sont Claudia et Marina. Et nos interprètes de russe seront Galina et Maya.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

Avant de commencer l'appel, je souhaiterais vous rappeler de bien vouloir dire vos noms au moment de prendre la parole, non seulement pour que les interprètes puissent vous identifier sur les autres canaux, mais également pour les procès-verbaux.

Finalement, pour tous ceux qui sont connectés à travers le téléphone, je vous rappelle de ne pas oublier de vous mettre en muet à l'aide de *6 et de composer *7 pour prendre la parole.

Maintenant, Alan, je vous cède la parole. Merci.

ALAN GREENBERG :

Merci.

Pour répondre au commentaire d'Olivier sur le chat, je vais le citer, il demandait s'il était mentionné sur le canal anglais. Sur le canal en général, le canal de la manche. C'est pas grave d'être sur le canal, pas dans le canal hein ? Il y a toute une différence entre les deux Olivier.

On va demander à Barrack de se mettre en muet, puisqu'on a un écho qui vient de sa ligne.

ABDULKARIM AYOPO OLOYEDER :

Pardon, je voulais dire que je n'ai pas été mentionné.

ALAN GREENBERG :

Pardon je n'ai pas compris ce qui a été dit.

ABDULKARIM AYOPO OLOYEDER:

Est-ce que vous m'entendez ?

ALAN GREENBERG : Oui, mais je n'ai pas compris. Est-ce que vous pourriez répéter ?

ABDULKARIM AYOPO OLOYEDER: Très bien, je m'appelle Abdulkarim, et je n'ai pas été mentionné comme participant sur le canal anglais.

YESIM NAZLAR : Pardon Abdulkarim, on s'excuse, j'ajoute votre nom à la liste de participant. Merci.

ALAN GREENBERG : Merci. Nous avons donc une réunion qui sera pleine de sujets à aborder. Il y a des sujets de discussion qui pourraient nous prendre un bon moment.

J'aimerais savoir s'il y a des questions sur l'ordre du jour ou des divers à ajouter?

Je n'ai toujours pas compris sur [inaudible] comment savoir si quelqu'un lève la main autre qu'en défilant constamment. Donc je vais demander au personnel de m'aider pour vérifier cela.

SEBASTIEN BACHOLLET : Je voulais tout simplement vous demander de ne pas aborder la question des membres du conseil d'administration au moment de passer au vote.

ALAN GREENBERG :

D'accord, merci. On arrive tout de suite.

S'il n'y a plus d'action à suivre ou à réviser, s'il n'y a pas de modification à l'ordre du jour, nous allons passer directement aux questions de politique.

Il me semble qu'on avait décidé de ne rien faire par rapport à ce à quoi vous faites allusion Sébastien. Est-ce que vous voulez expliquer un peu plus ?

Sébastien ?

SEBASTIEN BACHOLLET :

Oui, merci Alan. Il me semble qu'il est important que l'on discute de cette question, que l'on fasse un commentaire là-dessus parce que notre groupe désigne un membre au sein du conseil d'administration. Donc il me semble qu'il est important que nous suivions ce que font les autres groupes de l'ICANN.

Donc au moins il faudrait que l'on dise que l'on est d'accord avec la proposition je pense. Ce n'est pas la peine de parler largement. Mais il faudrait dire que nous sommes d'accord, parce que ça veut dire que nous soutenons également ce que nous faisons pour notre membre du conseil d'administration que nous avons choisi, et que c'est pareil pour les autres.

Merci.

ALAN GREENBERG : Merci. Alors, moi je n'ai pas besoin de le dire, qu'il y aurait des personnes qui seraient contre cette question ou que cela pourrait être rejeté. Cependant, [Ervin], est-ce que vous pourriez nous dire où cela a été ajouté sur la liste ?

SEBASTIEN BACHOLLET : Ça ne fait plus partie de la liste, ça a été biffé.

EVIN ERDOGDU : non, en fait on ne l'a plus dans la partie des conseils de déclaration.

ALAN GREENBERG : D'accord, quand est-ce que ça ferme ?

SEBASTIEN BACHOLLET : La période est déjà passée.

ALAN GREENBERG : Donc on ne peut plus rien faire, vous dites tout simplement que vous regrettez qu'on n'ait rien fait.

SEBASTIEN BACHOLLET : Oui, je le regrette, et hélas, malheureusement, je n'ai pas envoyé mon commentaire avant que la période soit conclue. J'ai envoyé un commentaire, mais rien ne s'est passé, peut-être qu'on aurait pu avoir d'autres résultats si on avait en sorte.

ALAN GREENBERG : D'accord, on en prend note, on essayera de s'améliorer dans l'avenir.
[Evin] ?

ERVIN ERDOGDU : Merci Alan. Dans la partie des déclarations et des processus, on a une partie de, post préliminaires ou de commentaires préliminaires. On a un [inaudible] qui conclura demain, le 25 avril, c'est le fonds de réserve de l'ICANN proposé pour la stratégie de réapprovisionnement.

ALAN GREENBERG : Attendez, il me semble que cette discussion sera discutée dans la partie des questions de politique. Donc on continue.

Passons au point suivant.

EVIN ERDOGDU : Très bien. Alors le suivant est le rapport final préliminaire sur la révision du NomCom 2 qui conclut le 7 mai. Et pour l'instant on n'a pas de rapporteur.

ALAN GREENBERG : Très bien. On en a discuté plus tôt aujourd'hui dans la réunion des dirigeants d'At-Large, et on sentait qu'il faudrait que l'on fasse un commentaire là-dessus. On a des commentaires qui ont été présentés par un nombre de délégués de EURALO au sein du NomCom, délégués actuels et passés. Et j'ai contacté un nombre de délégués du NomCom d'autres régions pour leur demander des informations par rapport à leur avis concernant les recommandations.

Il y a 26 recommandations et je pense qu'il est important que nous nous exprimions là-dessus.

Je serai en déplacement la semaine prochaine, et j'essaierai donc de rédiger une déclaration sur un de mes vols.

Donc si les gens du NomCom pouvaient faire des commentaires clairs sur le wiki par rapport aux recommandations qui leur posent problème et pourquoi, à ce moment-là j'essaierai de consolider tout cela en une seule déclaration. Mais bien sûr, tout le monde peut faire des déclarations en leur propre nom.

C'est à vous de décider. Mais je suis prêt à assumer ce travail de rapporteur, mais il me faudrait des informations des personnes ayant participé au NomCom, ou alors des personnes qui n'ont pas participé mais qui ont un avis formé et qui voudraient faire des commentaires par rapport au rapport.

Donc je vais demander à ce que les personnes qui auraient des contributions et qui voudraient les apporter, et nous aider à consolider cela, il faut le faire d'ici jeudi prochain.

Donc si vous avez des commentaires, j'essaierai de rédiger un commentaire qui soit représentatif des commentaires publiés sur le Wiki. Et si cela vous convient, on essaiera d'avancer à partir de ce document.

Y a-t-il des commentaires ou des questions sur cette procédure ? Je ne vois aucune main levée... Ha pardon, Alberto Soto lève la main. Allez-y Alberto.

ALBERTO SOTO : Je parlerai aux autres représentants du NomCom, et je ferais de mon mieux pour vous faire parvenir mes contributions. Merci.

ALAN GREENBERG : Alberto, si vous parlez de la commission de nomination, j'aimerais avoir les commentaires venant de ces personnes, plutôt qu'indirectement de quelqu'un d'autre, de la part de quelqu'un d'autre. Mais vous faites comme vous voulez.

Très bien, Evin, on passe au prochain point.

EVIN ERDOGDU : Et bien le 11 mai, cela sera clos. Il s'agit du GDPR.

ALAN GREENBERG : Oui, et bien nous avons pris cela en compte plusieurs fois déjà. Je crois que les changements véritablement substantiels seront dans la dernière version. Je pense que l'on doit faire quand même quelques commentaires, parce qu'on devra ratifier ou pas ces déclarations. Donc on ne peut pas exactement les ignorer en ce moment. Mais je ne crois pas qu'on a véritablement besoin d'une longue déclaration.

Il y a quelque chose qui m'inquiète un petit peu au niveau de l'ALAC, et je ne sais pas s'il y a un consensus. Nous recommandons peut-être des points et il faudrait identifier rapidement si ce n'est pas dans l'intérêt de l'ICANN.

Donc il y a quelque chose qui m'inquiète, qui me préoccupe, sur la responsabilité du personnel, c'est beaucoup de bureaucratie que l'on rajoute, beaucoup de couts également. Donc la transparence est importante à l'ICANN, mais nous avons des problèmes budgétaires, nous le savons, et on bâtit procédures sur procédures, et tout cela prend de plus en plus de temps.

J'ai des préoccupations, je ne sais pas si je vais le dire publiquement, mais je crois qu'il faut regarder cela de très prêt.

Et si quelqu'un s'intéresse également à ce domaine, veuillez lire ce rapport, le prendre en compte, et ajouter sur le Wiki vos commentaires.

Dans quelques jours, je me pencherai là-dessus et j'essaierai de trouver un rapporteur s'il y a assez de commentaires.

Des commentaires là-dessus ? Oui Sébastien, allez-y.

SEBASTIEN BACHOLLET :

Eh bien oui, je suis d'accord avec vous, je pense - mais je crois qu'on doit être tous sur la même page - on est supposé commenter non pas sur un seul point, mais sur les manques qui existent au niveau des recommandations, et le manque de cohérence notamment.

Donc je crois que si vous voulez connaître le succès dans vos commentaires, vous devez indiquer vos préoccupations, et c'est à ce moment-là qu'on a une nouvelle proposition qui peut devenir très importante. Il y a une centaine de recommandations, donc je crois que ça peut valoir la peine de ne pas se limiter à un seul point.

ALAN GREENBERG : Oui, merci beaucoup Sébastien. Oui, je mentionnais simplement rapidement quelque chose dont je me souvenais. Il faudrait que je relise le document de près.

Mais oui, vous avez raison, le commentaire en effet, peut-être qu'il s'applique à tout le document.

SEBASTIEN BACHOLLET : Oui. Je suis sûr que vous comprenez cela. Parce qu'une seule recommandation, le CCWG ne va pas prendre ça en compte. Il faut que ce soit quelque chose de global, de général, d'important.

C'est pour cela que je suggérais cela.

ALAN GREENBERG : Oui merci beaucoup Sébastien. Je vous comprends. D'autres commentaires ?

Donc c'est important ce point, parce qu'on a passé plusieurs années dans la vie de l'ICANN et beaucoup d'argent sur cela. Et donc il va falloir que l'on vote là-dessus. Donc il ne faut pas qu'on réfléchisse seulement juste avant de voter. C'est pour ça que je vous demande de prendre en compte ces documents. Et la date limite approche, donc il faut vraiment y réfléchir de très près.

Evin ?

HOLLY RAICHE : Je ne sais pas comment lever la main.

ALAN GREENBERG : Allez-y.

HOLLY RAICHE : Moi je crois que c'est en rapport avec ce qui a été retiré. Donc je crois qu'avec Jonathan on peut vraiment peut-être faire une déclaration.

ALAN GREENBERG : Holly, on va revenir là-dessus sur les positions politiques. On revient là-dessus. On va parler de politiques aujourd'hui, ça c'est très bien passé la dernière fois qu'on l'a fait donc va poursuivre dans cette voie.

Donc est-ce qu'il y a d'autres commentaires sur ces déclarations ?

Et bien nous allons avancer...

L'ALT, l'équipe de leadership recommande qu'il n'y ait pas de déclaration sur les changements des textes statutaires, les seuils concernant la GNSO. Je ne pense pas personnellement... On n'a pas vraiment parlé des procédures de votes pour la GNSO, il ne faut pas non plus se préoccuper de nos procédures du vote. Et je crois qu'on a déjà beaucoup parlé de la zone racine. Donc on va aller au point suivant s'il n'y a pas de commentaire à ce sujet.

Personne ne lève la main, donc... Evin ?

EVIN ERDOGDU : Oui. Donc nous avons en effet quelques personnes qui ne sont pas dans la salle, mais il y a un aperçu nous avons 227 ALS dans 102 pays.

Et certains ont été certifiés au niveau d'AFRALO, APRALO – deux d'AFRALO en fait. Il y a deux dossiers sur lesquels on va voter cette semaine, avec un retour régional au niveau de NARALO et d'AFRALO.

Et également un conseil régional dans la région de LACRALO, d'AFRALO et LACRALO également ; donc nous avons 69 personnes, membres individuels, qui ont été accepté, [Odika inaudible] d'AFRALO et [Alan inaudible] d'APRALO viennent d'être certifiés.

Et on va avoir 4 nouveaux dossiers de demandes pour des membres individuels. Il va y avoir un appel d'orientation LACRALO durant la semaine du 14 mai.

Voilà, c'est tout ce que je voulais dire.

ALAN GREENBERG : Merci beaucoup. Nous avons les rapports des différents RALO et liaisons.

Donc si vous voulez dire quelque chose, je sais qu'on a déjà reçu des rapports écrits, est-ce que quelqu'un veut prendre la parole au sujet de ces rapports ? Donc personne ne lève la main, je vous donne quelques instants...

Très bien, je ne vois rien, je n'entends rien, il n'y a pas de rapport, et donc nous avons gagné un peu de temps.

La révision d'At-Large, prochaines étapes. Allez-y Sébastien.

SEBASTIEN BACHOLLET : Oui, ce n'était pas sur le rapport, mais je voulais questionner ce que l'on fait avec les membres individuels ? On met leur nom publiquement ? Je crois qu'à At-Large, on doit prendre en compte le GRPD et donc on ne devrait pas mettre les noms de ces personnes sur les listes comme ça, et en parler d'une manière aussi claire, de l'identité de ces membres individuels.

ALAN GREENBERG : En effet, c'est une mesure que nous devrions prendre, parler de cela. Très bien, c'est noté. Merci.

La révision de At-Large. Prochaines étapes. Comme vous le savez, la consolidation, pas la consolidation la... Comment dire... L'aperçu global de la mise en œuvre de la révision d'At-Large....

Nous avons de l'écho.

Donc le plan de mise en œuvre a été présenté il y a de cela quelques jours à cette commission, il a été reçu. Et maintenant nous n'avons plus rien à faire. On ne doit qu'attendre et espérer que le plan sera approuvé lors de l'atelier du mois de mai, et approuvé par le conseil d'administration pendant la réunion de Panama.

Il est concevable que ce rapport nous revienne pour quelques modifications.

Je crois qu'on a fait déjà beaucoup de travail à ce niveau, et je suis optimiste, je crois que pour cette révision pour le moment on n'a plus rien à faire. C'est une fois que ce sera accepté par le conseil

d'administration de l'ICANN, et bien nous devons clore cette révision. Et le groupe de travail sur la révision, nous allons à ce moment-là devoir travailler à la mise en œuvre des propositions.

Et j'ai demandé à Cheryl, puisqu'elle avait supervisé la dernière révision, c'est la personne qui va superviser cette révision et donc écrira un rapport avant Panama à ce sujet.

Est-ce qu'il y a des questions à ce sujet ? Je crois qu'on est dans une bonne situation maintenant. Cette révision a duré plus de trois ans, et je crois que c'est bien que cela se termine, mais je suis toujours prêt à répondre à des questions.

NON IDENTIFIE :

Ce n'est pas une question Alan, un commentaire. Je crois qu'on a besoin de temps avec l'équipe de leadership à Panama, et avoir peut-être une réunion avant, nous trois. Et une fois que l'on entend parler du compte rendu de progrès par rapport à ce qu'il va se passer à Panama.

ALAN GREENBERG :

Une fois que l'on entend parler de l'OEC, et bien à ce moment-là ils soutiennent la proposition et ce sera donné au conseil d'administration. À ce moment-là, on aura un ordre du jour détaillé, et je pense qu'il y aura une autre réunion à Panama à ce sujet.

À San Juan, on a débattu de cela brièvement, et même si c'est une réunion sur les politiques, on n'a pas d'autres choix. La révision d'At-Large est vue comme une politique et ce sera le bon moment pour

notre groupe d'y travailler et d'avoir des discussions substantielles sur la mise en œuvre de cela ;

Donc je crois qu'on ne sait pas encore exactement quel sera notre calendrier.

Merci. D'autres interventions ? Je ne vois plus d'autres mains levées.

Nous allons maintenant passer au point suivant. Ceci est un récapitulatif d'où on en est et un nombre de différents commentaires de politiques, de questions liées à des aspects de politique.

Pour commencer, on a un point concernant les réserves de l'ICANN. Vous vous souviendrez qu'il y a eu un commentaire public sur le niveau du fonds de réserve, le niveau qu'on est censé avoir pour le fonds de réserve. Il y a une consultation publique qui conclura d'ici deux jours, ou un jour en fait puisqu'on est déjà le 24. Donc demain la méthode de réapprovisionnement du fonds de réserve fera l'objet d'une consultation publique qui conclura.

Il y a eu différents commentaires sur le Wiki. J'ai rédigé un texte qui est assez simple et qui est d'accord avec l'esprit de la plupart des participants. Je ne sais pas si on arrive à se mettre d'accord, on publiera cette déclaration. Autrement les individus vont devoir faire leur propre commentaire.

La déclaration a été ajoutée à l'ordre du jour, et est partagée à l'écran de notre salle Webex en ce moment.

Cela a été commenté à propos des commentaires sur la page web, mais peut-être que ce texte qui a été rédigé en mon propre nom pourrait devenir une déclaration de l'ALAC si on est tous d'accord.

Ricardo, je vois que vous levez la main, j'arrive tout de suite.

Le conseil d'administration a proposé une stratégie générale disant qu'il faudrait que l'on réapprovisionne ce fonds en moins de 5 ans. On en est à la moitié du fonds de réserve nécessaire, à savoir 70 millions de dollars, et il faudrait prévoir de déboursier 15 millions de dollars en déboursements opérationnels de l'ICANN plutôt qu'en autres déboursements.

Donc il faut que l'on s'assure que l'on ait un excès et que l'on réapprovisionne le fonds de réserve de 3 millions de dollars par an, et que les fonds provenant des ventes aux enchères puissent être utilisés d'une part pour renforcer les réserves et spécifiquement le conseil d'administration propose 36 millions de dollars, qui est le montant que nous avons consacré au processus de transition de IANA et de renforcement de responsabilité de l'ICANN ?

Le reste des 17 millions de dollars sont censés venir d'une quantité de sources, des contributions de fonds associés au programme des nouveaux gTLD qui, à l'origine, n'étaient pas censés être utilisés pour des projets autres que les nouveaux gTLD.

Donc on ne sait pas s'il y aura des fonds supplémentaires d'ici 5 ans, parce que ces fonds sont réservés au cas où il y aurait des procès judiciaires ou d'autres couts associés aux programmes. Donc ces fonds pourraient être disponibles.

Et je suis en train de me dire qu'on pourrait peut-être essayer de trouver davantage de fonds, plus de 3 millions par an. Et j'ai [inaudible] qu'il serait peut-être possible d'utiliser davantage de fonds qui sont des revenus des ventes aux enchères.

Cette proposition devrait être conditionnée aux fonds des régions à partir du moment où on compte 105 millions de dollars, plus 130 millions qui sont ségrégués, au TLD .WEB qui en ce moment fait l'objet de différents procès judiciaires.

Mon avis personnel est qu'une partie de ces fonds pourraient disparaître, pas la majorité peut-être, mais on ne le sait pas pour l'instant.

Donc j'ai suggéré qu'on ne devrait point utiliser cette partie des revenus des enchères.

Je suggère également que l'idée d'augmenter les frais aux bureaux d'enregistrement ne devrait pas être complètement rejetée. Les bureaux d'enregistrement s'y sont opposés en disant que si on augmente les frais, cela sera transmis aux utilisateurs qui sont titulaires de noms de domaines. Mais si nous imposons deux centimes par nom de domaine par an comme augmentation de frais, deux centimes par an, sur 5 ans, ça ferait 14 millions de dollars.

Et je pense qu'une augmentation de deux centimes, même si c'est transmis aux titulaires de noms de domaine, même si le bureau d'enregistrement rajoute un peu, je pense que ça ne sera jamais un montant substantiel, pas de montant considérable, outre [inaudible] ou les personnes qui achètent des dizaines de milliers de noms de

domaine, ça n'aurait un impact que pour ces personnes. Mais je pense que c'est donc un moyen raisonnable.

Donc je voudrais savoir dans quelle mesure les personnes sont d'accord avec ces déclarations ou quelles sont les modifications qu'elles y apporteraient.

Donc si on arrive à se mettre d'accord tout de suite, on aura une déclaration, autrement, on n'aura pas de déclaration commune.

J'ai différentes personnes qui lèvent la main. Je sais que j'avais Ricardo, et j'ai vu Olivier aussi qui a levé la main.

SEBASTIEN BACHOLLET : Rajoutez-moi s'il vous plait également.

RICARDO HOLMQUIST : Bonjour.

YESIM NAZLAR : Ricardo vous êtes trop faible, on ne vous entend pas. Vous êtes connecté sur Webex ?

RICARDO HOLMQUIST : Oui effectivement.

YESIM NAZLAR : Pourriez-vous vérifier que vous êtes plus près du microphone ?

ALAN GREENBERG : Ricardo est connecté lui-même au canal anglais ?

RICARDO HOLMQUIST : Vous m'entendez maintenant ?

ALAN GREENBERG : Oui, on vous entend.

RICARDO HOLMQUIST : Sur votre commentaire, ou sur la sauvegarde, je ne vois pas mon commentaire. J'étais parmi les premiers à avoir envoyé mon commentaire.

Il y a eu un intérêt de 7 millions accru à partir des différents fonds de l'ICANN, qui pourraient être alloués à ce fonds de réserve.

Au sein de l'ICANN on a trois fonds différents, l'un pour les déboursements opérationnels, l'autre pour les nouveaux gTLD, et le troisième, je ne sais plus pourquoi. Donc ils versent les intérêts correspondants à chaque fonds. Donc si vous avez des intérêts venant des fonds du programme des nouveaux gTLD, ils vont être versés aux fonds des nouveaux gTLD.

Moi je suggère que plutôt que de verser ces intérêts dans le fonds des nouveaux gTLD et de faire augmenter ce montant chaque année, c'est de verser ce montant dans le fonds de réserve.

Comme j'ai dit, en 2017, ça revenait à 7 millions de dollars. Mais sur 5 ans, ça pourrait devenir 35 millions de dollars. Voilà à peu près le montant dont on parlait.

Voilà mon commentaire.

ALAN GREENBERG : Donc vous suggérez que les intérêts accrus des fonds de réserve, mais non pas nécessairement venant de fonds opérationnels, plutôt que d'être reversés à ces fonds de réserve devraient être versés sur les fonds de réserve. Une partie de ceux-là font déjà partie du fonds de réserve. Mais vous voulez aborder les intérêts des autres fonds, par exemple les revenus des ventes aux enchères et verser les intérêts de ces fonds-là au fonds de réserve.

Je pense qu'il y aurait bien des objections, mais c'est une bonne suggestion à faire.

Donc vous dites ajouter les intérêts des fonds autres que les fonds de réserve au fonds de réserve.

RICARDO HOLMQUIST : Oui. Exclusivement les intérêts.

ALAN GREENBERG : J'ai compris.

RICARDO HOLMQUIST : Merci.

ALAN GREENBERG : Nous avons maintenant Olivier.

OLIVIER CREPIN-LEBLOND : Merci Alan.

Vous avez fait allusion à une augmentation dans les frais d'enregistrement par nom de domaine et je pense que cela pourrait être comme ouvrir la boîte de Pandore.

Vous savez que cette suggestion a déjà été faite pour ce qui est du budget de l'ICANN lui-même.

Parce que là le problème est bien sûr le fait que les prix des noms de domaines, ou que les frais prélevés par l'ICANN sur chaque nom de domaine n'a pas augmenté dans les dernières années et l'inflation bien sûr a augmenté.

Donc ce qu'on voit est un budget qui rétrécit naturellement, chaque année, parce que les fonds qui viennent des noms de domaine diminuent et les coûts continuent d'augmenter.

Donc je me demande si vous voulez ouvrir cette boîte de Pandore et proposer que l'on considère une augmentation temporaire. Ce qui voudrait dire qu'une fois qu'on aurait déjà passé cette augmentation temporaire, les frais vont rediminuer ? Je ne suis pas tout à fait sûr.

Mais ce que vous êtes en train de faire ici, si vous le dites, serait de dire que vous allez limiter vos possibilités d'avoir une augmentation permanente par frais de noms de domaine, par an.

ALAN GREENBERG : Je pense qu'il n'est pas très probable que cela soit accepté, mais vous rappellerez il y a quelques années, lorsque nos finances étaient bien meilleures, qu'on a donné des [inaudible] aux bureaux d'enregistrement sur pas mal de ces frais, et ça a été réduit. Donc je pense que si tout va bien on pourrait peut-être faciliter la situation pour les bureaux d'enregistrement.

Je ne sais pas si cela a été fait ou pas, mais peut-être que si on pouvait transmettre des bénéfices aux bureaux d'enregistrement et aux sites qui hébergent des noms de domaine, on devrait pouvoir faire le contraire également.

Je ne suis pas sûr si cela fonctionnerait ou pas.

OLIVIER CREPIN-LEBLOND : Oui, je voulais tout simplement dire que quelqu'un l'a suggéré, je sais qui l'a fait. Vous pouvez vérifier le forum public de San Juan. Et on avait dit que les parties contractantes allaient lui tomber dessus.

On s'est dit que ce n'est pas la peine de toucher à ça. C'est vrai que pour nous, deux centimes, ça ne revient à rien. En fait on revient sur les aspects non connus, non contrôlé, ce que personne ne sait ce que ça pourrait donner.

ALAN GREENBERG : Oliver, deux commentaires. Le commentaire qui a été fait tout de suite était que si on le faisait, cela serait transmis aux titulaires de nom de domaines, et la réponse était que cela ne m'intéresse pas. Et, numéro 2,

ne serait-il pas moment que quelqu'un le dise sans avoir peur de ce que vont dire les autres ?

Pas la peine d'y répondre. Sébastien, allez-y.

SEBASTIEN BACHOLLET : Merci Alan. Mais je pense qu'il faut que l'on décide de ce qu'on veut faire.

Il y a différentes propositions, effectivement, et je pense qu'on devrait peut-être considérer cette option de changer la destination des fonds venant des différents points. Et ce, parce que des personnes de l'organisation pourraient vouloir avoir moins de fonds sur un budget que sur le budget précédent. Pour vous donner un exemple, il nous faut trois millions, ils vont nous dire de ne pas faire l'ATLAS 3.

Et je pense que ce serait dangereux que de permettre ainsi une augmentation de deux centimes dans l'espace des noms de domaine des nouveaux gTLD. Or, si on ne sait pas comment ils trouveront trois millions pour les ajouter au plan opérationnel, ce n'est pas une bonne idée d'entrer dans ce sujet.

Donc moi je préférerais tout simplement que l'on fasse plus d'argent du fonds des revenus des ventes aux enchères, parce qu'au bout du compte, si on augmente les fonds des activités de l'ICANN, l'ICANN changera son état d'âme disons, et il est plus important d'avoir une ICANN qui soit en bonne santé que d'avoir plus de fonds venant des ventes aux enchères.

Et troisièmement je suis d'accord avec vous, il faudrait que l'on augmente les frais de nom de domaine, je suis d'accord. Peut-être ça pourrait être un centime par bureau d'enregistrement et un centime par registre. Ce serait une bonne idée peut-être. Merci.

ALAN GREENBERG :

Le danger un petit peu, c'est qu'il y ait un plus grand nombre de registres, et qu'ils se limitent, ils se limitent pour leur tarification. C'est pour ça que je suggérais de le faire sur les bureaux d'enregistrement, cela me paraissait plus équitable.

Mais moi, je ne crois pas que de toute façon on va voir une stratégie des réserves qui ne va pas inclure de mettre de l'argent du budget opérationnel, il y a trop de gens qui soutiennent cela à l'ICANN.

Donc, on nous dit que l'ICANN devrait bâtir ces réserves, mais on n'arrive pas à le faire assez vite, parce qu'on a un déficit important maintenant. Donc je ne crois pas qu'on va gagner sur tous les tableaux.

Mais ce que vous dites, c'est que les fonds qui sont mis sur la réserve ne devraient pas sortir d'une petite partie de la communauté, mais ça devrait être tout le monde sur un pied d'égalité.

Ce qu'on a vu sur les propositions budgétaires pour 2019, et bien c'est un petit peu différent. On ciblait les SO et les AC. Chacun de nos budgets a été coupé parfois à hauteur de 50 % et l'organisation a par contre un budget qui augmente.

Donc je crois que c'est juste équitable de dire que tout ce qui arrive des opérations devrait être partagé équitablement entre les différents groupes. C'est ce que je voulais dire.

SEBASTIEN BACHOLLET : Oui, et non. Moi je crois véritablement que le nombre de membres du personnel est trop élevé, et il faut vraiment qu'on voie de prêt ce que fait le personnel. En 2010, il y avait 100 employés, maintenant il y en a plus de 400. Quatre fois plus. C'est trop par rapport à ce que l'on fait.

Moi je comprends pourquoi vous dites cela, mais je crois qu'on peut se débarrasser de personnel et faire des économies et préserver véritablement le modèle multipartite de l'ICANN. Merci.

ALAN GREENBERG : Oui, je suis d'accord. Ce n'est pas le moment de parler du budget de l'ICANN, mais en effet...

Très bien, donc je vais retravailler sur ce document, je vais réajuster un petit peu le tir.

Quelqu'un veut prendre la parole ? Oui ? Seun ?

Soyez bref.

SEUN OJEDEJI : Moi, je voulais mentionner simplement que si ça ne vient pas des ventes aux enchères je crois qu'il faudrait penser à un pourcentage en effet. Je crois que c'est quelque chose qui pourrait être utile.

Donc possiblement plus provenant des ventes aux enchères et avec une ventilation vers tous les groupes de l'ICANN.

Donc il me semble que nous devrions utiliser ces fonds, une bonne partie du fonds de réserve.

ALAN GREENBERG : Donc si je vous ai bien compris, vous dites que si on n'a plus de 100 millions de dollars, on devrait utiliser 25 % de cela.

SEUN OJEDEJI : Oui, et plus.

ALAN GREENBERG : Et ça va arriver assez automatiquement. Ils suggèrent 36 millions, 36 millions et ça ne fait que 18 % sur une somme de 200 millions de dollars. Donc, si on avait que 100 millions, peut-être qu'on devrait puiser à hauteur du tiers. Je crois qu'on est compatibles à ce niveau-là.

Donc Ricardo, je ne sais pas si vous voulez toujours intervenir ou si c'est une main ancienne.

D'accord, alors je vais retravailler demain à ce document et on le postera, on le soumettra tel que modifié durant cet appel.

Point suivant, qui va beaucoup plaire à Holly, le GDPR. Où est-ce qu'on en est ? Je résume. Nous avons une mise en œuvre. Donc au niveau du RGDP, nous avons un modèle de conformité et pour certains registres ou bureaux d'enregistrement ne donnaient pas les informations, et ils violeraient les lignes de conduite, ça serait un problème de conformité.

Ce qu'il se passe au niveau, et on en a beaucoup entendu à San Juan, c'est ce modèle de conformité où le board a la possibilité de demander un changement de politique. Et il est possible que le conseil d'administration décidera de faire cela. Et à ce moment-là, ce sera contraignant, et la GNSO doit avoir une politique [inaudible] remplaçant cette première politique de la GNSO par cela, qui travaille. Et il y a un groupe de travail, et ce groupe de travail sera peut-être un petit peu isolé éventuellement.

Mais nous devons vraiment voir s'il va y avoir une séance intercommunautaire à Panama pour définir bien ces politiques, et les définir rapidement puisqu'il faut avancer.

Donc on ne sait pas exactement quelles seront les décisions de prises.

L'article 29, les commissaires, en Europe, nous ont envoyé une réponse à notre demande, on pourrait en parler, quelle est la signification de cela, l'impacte de cela. Il y a des personnes qui disent oui, je vous l'avais dit. Il y a d'autres personnes qui ne savent pas de quoi ils parlent.

Et on a rencontré les commissaires à Bruxelles aujourd'hui, on ne sait pas encore quelle a été la teneur de cette réunion, et les conclusions de cette réunion. On va en entendre parler d'ici peu.

On a demandé aux commissaires d'avoir une dérogation ou une remise à plus tard du RGPD, de ce règlement général de protection des données.

Je crois que les commissaires européens ne peuvent pas donner une extension de temps, donner plus de temps. Je crois qu'il y a des

problèmes avec le WHOIS. Et bien les commissaires devront réagir, et s'ils ne réagissent, ils pourraient eux-mêmes être poursuivis.

Donc, la seule entité qui peut donner une dérogation, ce sont des cours de justice. Et on ne sait pas exactement comment on peut travailler avec les cours de justice.

Voilà quelle est la situation aujourd'hui. Donc toute solution à long terme va requérir, à côté des forces de l'ordre, du côté du UDRP, des personnes luttant contre la cyber-criminalité, d'accéder à certaines données WHOIS. Donc est-ce que ça va être tout le WHOIS ? Une partie du WHOIS ? Donc il va y avoir besoin d'un modèle d'accréditation pour les forces de l'ordre, et donner l'accès donc à ces forces de l'ordre.

Moi, je crois qu'on aurait dû travailler là-dessus au niveau du RGPD depuis beaucoup plus de temps. Sur la propriété intellectuelle, il y a un modèle qui provient également de l'unité constitutive commerciale, mais c'est leur propre intérêt. Au moins, on lance le débat.

Il y a des personnes qui ont développé d'autres modèles, il y a plusieurs modèles qui existent, et je ne m'inquiète pas trop de qui fait le travail.

Moi je dis que tout le monde doit se mettre au travail. Mais il faut que ça soit quelque chose qu'on puisse mettre en place. On ne peut pas attendre 2025.

On n'a pas eu de déclaration à ce niveau parce que ça a été créé sans bien comprendre les commentaires qui étaient faits. Et hélas, beaucoup d'entre nous faisaient des commentaires sur la liste de diffusion qui n'étaient pas en rapport avec le RGDP.

Donc Evin a fait de son mieux pour consolider ce commentaire, mais ça n'était pas toujours au niveau.

Donc, ce processus va se poursuivre, et on aura la possibilité de commenter plus tard. Mais c'est important cette semaine de connaître la situation à la suite de la réunion avec les commissaires européens.

Donc je ne suggèrerais pas que l'on aille trop vite là-dessus, mais il faut être prêts à commenter rapidement lorsque le temps sera venu de commenter pour nos communautés, pour que tout le monde puisse contribuer.

Bastian a écrit un commentaire récemment, donc même si on n'est pas tous d'accords, il faut présenter notre point de vu.

Voilà où on en est actuellement. Je suis sûr qu'Holly va vouloir rebondir, et ça va être difficile, ça va être un défi à relever, ça va être intéressant.

Je ne sais pas si je vais aimer ce nouveau monde...

HOLLY RAICHE :

Oui Alan. J'étais déçue, pour me lancer dans le processus il fallait utiliser la liste de diffusion et cette liste de diffusion n'est pas sur la page d'accueil de l'ICANN. Donc, moi je me suis jointe à la liste de diffusion, et c'est là où beaucoup de nouveaux commentaires se trouvent.

Et je suis d'accord, c'est une bonne chose que beaucoup d'unités constitutives mettent des commentaires. C'est très, très bien, mais ce n'est pas public. Et ça je vais le dire à David Olive, ça devrait être public.

ALAN GREENBERG : Holly, si vous le permettez, moi je trouve ça extraordinaire que, il y a un groupe qui a lancé quelque chose, et l'ICANN n'a pas donné de liste de diffusion. Il y avait une liste de diffusion qui était sur l'ordinateur d'un avocat, je ne sais pas, mais Holly – je termine - je suis totalement d'accord avec vous.

Ils parlent de la version 1.4 du modèle, et je ne la trouve pas cette version. Donc je suis tout à fait d'accord avec vous, mais je crois qu'il faut pousser un petit peu plus les personnes à réagir.

Demain il va y avoir un séminaire qui va se tenir, et si vous avez le temps joignez-vous à ce séminaire. Ça va être important d'y participer. Et une bonne possibilité de s'assurer que nous trouvions sur le site web un endroit, un emplacement facile à trouver pour parler de tous ces modèles, plutôt que d'utiliser des courriels pour les échanges. Je suis d'accord avec vous Holly.

HOLLY RAICHE : Je crois que Evin pourrait peut-être nous envoyer un lien pour en parler demain, pour que tout le monde soit au courant demain de ce séminaire, parce que vraiment, c'est important d'avoir un processus.

ALAN GREENBERG : Oui, il y a des personnes qui font ça sur leur propre temps, donc il faut leur donner la possibilité. Beaucoup de personnes travaillent, donnent des heures et des heures de leur propre temps. Donc je ne veux pas dire de choses négatives. Même je crois qu'on ne devrait pas être dans la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Je vais vous donner l'adresse Webex.

HOLLY RAICHE : Envoyez-la par courriel à tout le monde Alan.

ALAN GREENBERG : Je vais la mettre sur le chat et je vais demander au personnel d'envoyer ça à la liste ALAC également. Merci.

HOLLY RAICHE : Ce n'est pas pour culpabiliser les autres, c'est juste que la participation à ce sujet veut dire qu'il faut s'abonner à la liste de diffusion et puis il faut dire qu'il y a énormément d'échanges sur cette liste.

ALAN GREENBERG : Il y a d'autres personnes au sein de la communauté, pour ne pas donner des noms, ils ne veulent pas participer en disant que ça a mal commencé. Ils ne font pas confiance à ce qui est échangé sur la liste. J'espère qu'on n'aura pas de problème, mais on a une discussion importante en cours en ce moment, et je ne voudrais pas que l'on ait des personnes qui ne participent pas.

HOLLY RAICHE : Je remercie Evin de l'avoir ajouté à notre liste de politique, parce que c'est utile. J'encourage les personnes, et d'ailleurs Alan peut-être qu'on pourrait essayer de trouver un moyen pour faire le lien entre notre page de politiques, qui est un site utile à consulter, avec ce qui se passe ailleurs où il est très difficile.

ALAN GREENBERG : Oui, si on arrive à le trouver bien sûr.

HOLLY RAICHE : Ce serait super, parce que c'est difficile pour les personnes qui n'ont pas participé.

ALAN GREENBERG : Holly, on va demander au personnel de prendre note de cette action à suivre, discuter avec Alan demain et ajouter cette action à suivre pour trouver où cela se trouve pour ajouter le lien entre les deux.

HOLLY RAICHE : Oui ce serait très utile.

ALAN GREENBERG : Et on a Tijani qui souhaite prendre la parole.

TIJANI BEN JEMAA : Bonjour à tous.

ALAN GREENBERG : Bonsoir Tijani.

TIJANI BEN JEMAA : Il est très tôt le matin, c'est très difficile de me lever, je m'excuse.

Mais premièrement, je voudrais vous dire qu'en ce moment Webex est très compliqué pour moi, je ne peux pas parler à travers ce microphone de Webex, je suis passé à travers le téléphone.

Premièrement Alan, je suis d'accord avec vous, c'est vrai qu'il ne faut pas être pressé et passer à une déclaration sans que ce soit sûr.

Deuxièmement, on ne peut pas avoir une déclaration de l'ALAC si on n'a pas de consensus. Les positions sont très lointaines, il nous faut un consensus. Il faut que l'on discute.

Peut-être qu'il faudrait que l'on consacre un appel à cette question. Parce qu'il nous faut, comme dans le cadre du KSK, essayer de trouver un résultat.

Mais ce n'est pas la peine de présenter une déclaration si on n'a pas de consensus.

ALAN GREENBERG :

Merci Tijani. Je pense que cela est un peu différent dans le sens que je sais qu'il y a des personnes dans notre communauté, non pas nécessairement au sein d'At-Large, mais surtout dans la communauté de l'ICANN avec qui je ne serais jamais d'accord là-dessus. Donc il se pourrait que l'on soit dans une position dans laquelle il se pourrait que l'on essaie de trouver,...

Pardon [inaudible]. Merci.

Il se pourrait que l'on se retrouve dans la même position que lorsqu'on voulait publier notre premier rapport où on n'avait pas ce consensus, et il était plus important de présenter les différentes opinions que de ne

rien dire. Parce que pour certaines des questions il se pourrait qu'on ait un consensus, probablement. Mais ce sera difficile. On a différents avis, très différents, et c'est pour cela que le PDP n'a pas avancé ces dernières deux ou trois années.

Donc je ne peux pas concevoir que l'on puisse faire semblant, si un peu plus de discussions nous permettaient de venir à la fin. C'est pourquoi il faut qu'on continue à en discuter.

Y a-t-il d'autres commentaires concernant le RGDP ? Tijani ? Oui ? Oui Holly, dernier commentaire. On n'aurait pas dit Holly hein...

HOLLY RAICHE :

Je suis d'accord avec vous. Sébastien a bien résumé où on en est. Et pourquoi. Et je pense qu'on est plus près que ce que l'on croit. Il y a plus de discussion et je voudrais vous inviter tous à continuer de travailler dessus, parce que ça a été très utile jusqu'à présent.

ALAN GREENBERG :

Merci Holly ; point suivant : le roulement de la KSK. Je voulais tout simplement signaler que le rapport sur les commentaires a été publié il y a – je ne sais pas si c'était hier – on a le lien sur l'ordre du jour. Je suis un peu déçu de voir que ça résume d'une part notre avis, dans le sens qu'on disait il ne faut pas le roulement, et ce n'était pas ce qu'on a dit. On a dit qu'il ne faut pas décider d'annuler tout de suite, mais on n'a pas dit allez y feu vert. Donc ils ont pris ça comme oui ou non tout simplement.

Et puis on avait demandé à l'ICANN d'élaborer des outils et des déclarations qui pourraient remis à nos nouveaux utilisateurs. Et ce n'est pas évident de rédiger tout cela, pour qu'ils puissent être utilisés par les nouveaux utilisateurs et par les FSI pour qu'ils puissent en discuter. La réponse de l'ICANN était : nous enverrons sur le site web disponible au public qui pourrait vous permettre de faire quelque chose.

Donc peut-être qu'on pourrait aborder cela en privé, et non pas à travers les canaux publics, mais je l'ai lu aujourd'hui et je vous invite à le consulter également, parce que je pense que le message qu'on essayait de transmettre n'a pas été transmis, il n'est pas passé, il faudrait que l'on reprenne cette question.

Y a-t-il des commentaires sur l'appel en ce moment ?

SEUN OJEDEJI : Vous m'entendez ?

ALAN GREENBERG : Oui, allez-y.

SEUN OJEDEJI : Moi, ça ne me surprend pas. Moi aussi j'ai senti à titre personnel que [inaudible mauvais son]. Si on voulait envoyer des messages de clarification on pourrait le faire par [inaudible]. Et puis, en ce concernant les autres questions, je ne pense pas que ce soit nécessaire de revenir en arrière. Si besoin on pourrait peut-être évaluer et en rediscuter ensemble. Merci.

ALAN GREENBERG :

Merci Seun.

Je m'inquiétais un peu du fait qu'on pourrait nous demander de faire une analyse de risque pour notre déclaration, et je ne voyais pas suffisamment d'informations qui nous permettent de tirer des conclusions, ou des conclusions différentes que ce qu'on avait à San Juan.

Et c'est ce qu'ils ont dit en définitive, ils ont dit que l'analyse des risques peut se faire lorsqu'on a des données et lorsqu'on peut analyser les risques. Or, on n'a pas de données. Donc on ne pourrait pas faire ce type de liste, parce qu'on n'est pas susceptible d'obtenir suffisamment de données dans le délai qui nous a été accordé. Et je suis d'accord avec eux là-dessus.

En tout cas chacun a dit ce qu'il pensait.

On avait également critiqué le fait que la date était un jeudi et le [inaudible] fait qu'il y avait différentes raisons pour lesquelles ça devait se faire le 11ième de quatre mois, le 11 de différents mois, octobre, janvier, avril et juillet. Ils ont dit qu'ils allaient l'expliquer davantage, et en quelques détails au moment de publier le prochain document ;

Point suivant, les responsabilités. On en a un peu discuté déjà, je ne pense pas que ce soit la peine de rentrer dans les détails. Il y a un rapport qui a été publié, il faudrait je pense que l'on s'exprime là-dessus, on devra ratifier ou pas les mesures de responsabilité, et c'est une question qui nous sera présentée sous peu. Donc il faudrait que l'on soit prêt pour cela.

Dernier point sur la liste des questions de politiques, est la question des procédures pour les séries ultérieures des nouveaux gTLD. Le rapport préliminaire - vous savez que les rapports préliminaires en général comportent énormément de recommandations – ce rapport préliminaire aura quelques recommandations et énormément de questions. Ils souhaitent obtenir des contributions pour orienter le processus dans l’avenir. Et j’ai deux commentaires là-dessus.

Numéro 1, si on n’a pas de grands commentaires sur les questions sur lesquels on nous consulte et qu’après on n’est pas d’accord avec le résultat, on n’a pas de position forte pour s’opposer au conseil et leur dire : on n’apprécie pas et ce n’est pas dans l’intérêt des utilisateurs. Parce qu’on n’aura pas profité de l’occasion d’essayer de faire en sorte que cela avance autrement lorsqu’on en avait la possibilité. Donc il faut que l’on se concentre là-dessus, qu’on s’y penche, qu’on consacre des efforts.

Vous vous souviendrez que lors d’un autre processus, [non pas une consultation publique], mais lorsque le PDP a demandé des contributions il y a quelque temps, il y avait beaucoup de questions qui ont été envoyées aux différentes personnes qui ont levé la main et qui ont dit : je le ferai. On leur a délégué ce travail mais ces réponses n’ont pas été révisées correctement par toute la communauté. Et le résultat a été qu’on s’est retrouvé avec quelques avis qui n’étaient pas communs à tout le monde. Les personnes qui participaient au PDP ont été signalées. Et des personnes demandaient : pourquoi l’ALAC a dit cela ? On s’est dit : je ne sais pas pourquoi à ce moment-là, et c’était l’opposé de ce qu’on avait dit jusqu’à ce moment.

Donc il faudrait que l'on s'assure soit correctement distribué, mais en même temps, il faut que l'on s'assure qu'on est prêts à soutenir les réponses, qu'on est prêts à suivre ces travaux.

Cela prendra beaucoup de travail, je ne sais pas comment on compte faire, comment on coordonnera ces travaux, mais il faudra qu'on en discute à Panama, parce que nous allons devoir compléter les travaux dans les délais prévus bien sûr.

Y a-t-il des commentaires, des questions, des mains levées ?

JAVIER RUA-JOVET : Si vous permettez, je souhaiterais prendre la parole.

ALAN GREENBERG : Bien sûr, allez-y.

JAVIER RUA-JOVET : Oui, une petite précision pour vous rappeler tous que le rapport initial est censé aborder les pistes de travail 1 à 4, et la piste de travail initiale pour la piste de travail 5, elle est censée arrivée dans l'été, donc je pense qu'en juin probablement et en juillet dans le cadre des rapports initiaux. Donc c'était une petite précision. Merci.

ALAN GREENBERG : Merci Javier, vous avez tout à fait raison. Tijani, vous levez la main ?

TIJANI BEN JEMAA : Oui, merci Alan. Il me semble qu'il faudrait procéder comme on l'a fait dans le cadre de la transition. Notre groupe de travail, présidé par Olivier, qui fait partie de l'évolution de l'ICANN. Je ne sais pas quel était le nom du groupe de travail, mais ce groupe était censé coordonner nos avis. Donc on s'est divisé entre pistes de travail, entre les 5 pistes de travail, et chacun fait savoir quel est son propre avis. Mais peut-être [inaudible] les travaux pour dire : ce groupe de travail, ce n'est pas à vous de venir présenter votre avis personnel. Il faudrait le préciser lorsque les personnes s'opposent à ce qui est dit.

ALAN GREENBERG : Merci Tijani, je suis d'accord dans le concept, mais le problème, c'est qu'on n'a pas suffisamment de personnes impliquées à ce PDP comme on l'avait dans le processus du renforcement de responsabilité.

Les deux personnes qui sont le plus impliquées, qui participent le plus activement, sont moi et Cheryl, et Cheryl est l'une des vices président du groupe ; donc vous voyez qu'elle n'est pas à l'aise pour venir défendre l'avis de l'ALAC.

Et à vrai dire, moi-même, j'ai déjà trop de travail entre les mains, je ne peux pas tout faire tout seul. Donc il serait bien de trouver d'autres personnes qui s'impliquent dans les prochains mois dans le processus. Et on n'a pas réussi à convaincre des personnes à y consacrer du temps.

TIJANI BEN JEMAA : Mais Alan, on a déjà 5 personnes qui ont été désignées par l'ALAC aux pistes de travail numéro 5. Et moi-même je participe aux pistes de

travail 1 et 3. Et je suis sûr qu'il y a d'autres personnes dans les autres pistes de travail. Donc essayons au moins.

ALAN GREENBERG : Oui, il y a 5 personnes dans la piste de travail numéro 5. Ce n'est pas la piste de travail qui m'inquiète en ce moment, et à vrai dire, ces personnes ne sont pas toutes là tout le temps. Mais ça c'est une autre question.

Donc comme je disais, il faudrait qu'on en rediscute. On ne va pas résoudre le problème en ce moment, mais ça prend énormément de travail, il faut que l'on ait davantage de personnes qui s'impliquent activement, parce qu'on aura plus de personnes qui ne seront pas conformes avec les résultats si elles ne les apprécient pas.

CHERYL LANGDON-ORR : Alan, est-ce que je pourrais lever la main ?

ALAN GREENBERG : Oui, allez-y.

CHERYL LANGDON-ORR : Oui, merci beaucoup. J'ai eu des petits problèmes avec Webex.

Donc en effet, j'ai travaillé au PDP, je suis co-présidente, et je dois dire à tout le monde que ce rapport intérimaire est important pour deux raisons. Tous les PDP doivent avoir un rapport intérimaire. Et ce rapport intérimaire pour les pistes de travail 1 et 5, comme l'a dit Javier, est essentiel pour le processus du PDP, pour que l'on tienne les délais. On

n'a pas fait de consensus sur des recommandations, sur des suggestions pour le moment pour les pistes de travail, qu'elle qu'elles soient.

Donc c'est un énorme document, très long, qui représente énormément de travail. Et vous avez donc les réflexions actuelles articulées par toutes les pistes de travail. Vous avez les points de vue actuels également du groupe tout entier.

Donc il y a des questions spécifiques qui sont posées, il y a des demandes de retour qui existent. Et comme l'a expliqué Tijani, on aura peut-être besoin de webinaires pour répondre à cela, pour avoir un point de vue transversal des personnes les plus intéressées par ces questions. Ça, ce serait très utile. Voilà.

ALAN GREENBERG : Merci beaucoup Cheryl. Yrjo Lansipuro. Qui est-ce qui parle ?

TIJANI BEN JEMAA : Tijani.

ALAN GREENBERG : Donc Tijani.

TIJANI BEN JEMAA : Oui, le prochain webinaire sera sur les procédures ultérieures.

ALAN GREENBERG : Yrjo Lansipuro, et ensuite on passera au point suivant parce qu'on a encore beaucoup de choses à faire.

YRJO LANSIPURO : Oui, merci Alan. La perspective pour la piste de travail 5, je crois qu'on sera plus efficaces si on a une position commune. Il y a plusieurs opinions à l'ALAC et At-Large. Donc peut-être qu'on pourrait avoir une position plus efficace, une position médiane plutôt qu'une déclaration qui représente des points de vue personnels.

ALAN GREENBERG : Oui, moi je m'inquiète. 5 personnes qui ont été nommées par les RALO, et toutes les personnes qui sont intéressées peuvent faire un webinaire, faire une conférence téléphonique pour parler de ces questions. Mais sans initiative, on ne peut pas terminer notre travail.

YRJO LANSIPURO: Je le dis maintenant !

ALAN GREENBERG : Oui, un webinaire est une chose, mais débattre de cela est également très important, avec une conférence. Je crois qu'il faut peut-être un webinaire en premier, puis peut-être une conférence de discussions, de débats.

Donc je vais demander au personnel de coordonner cela avec Yrjo Lansipuro et d'organiser quelque chose pour que l'on consolide notre groupe de travail et que l'on ait des conférences téléphoniques de prévues, et que toutes les personnes intéressées puissent s'y mettre.

Et je dirais, pour ces appels, on n'identifie pas seulement les personnes qui s'intéressent aux gTLD, peut-être qu'on peut convaincre d'autres personnes de participer.

Et j'essaye de voir qui veut prendre la parole. Donc j'ai un peu de mal avec Webex, à voir qui voudrait prendre la parole. Personne n'a levé la main, donc on va passer...

NON IDENTIFIE: Javier Rua-Jovet a la main levée.

JAVIER RUA-JOVET : Oui, pour rebondir sur ce qui a été dit par monsieur Lansipuro, et Tijani également qui a parlé d'un webinaire sur les procédures ultérieures, donc j'espère que tous les points seront couverts par ce webinaire. Et j'espère qu'à Panama on pourra avoir une réunion où nous pourrions travailler sur nos différentes positions et points de vue.

ALAN GREENBERG : Oui, Javier, je vous donnerai l'adresse de Tijani si vous voulez vous mettre en contact avec lui directement.

TIJANI BEN JEMAA : Donc une réponse rapide, on aura un webinaire sur les pistes de travail 1 et 3 et un autre webinaire sur la piste de travail 5.

JAVIER RUA-JOVET : Très bien.

ALAN GREENBERG : Oui, je crois qu'il faut avoir un bon contenu, et avoir les bons intervenants également.

Donc, nous allons passer maintenant avec Heidi Ullrich à la réunion d'ICANN 62 de Panama.

HEIDI ULLRICH : Dans 65 jours, nous serons à Panama. Et l'ALT est d'accord pour dire qu'elle s'est modifiée, à la fin du mois d'avril on aura des idées sur tous ces sujets, sur tous ces thèmes. Et les nouveaux gTLD. Donc piste de travail 1 à 4 et possiblement 5.

Theresa [inaudible] viendra nous parler également.

ALAN GREENBERG : Heidi, il y a une liste quelque part. est-ce que l'on pourrait mettre ce transparent à l'écran s'il vous plait ?

HEIDI ULLRICH : Oui, ça arrive, ça arrive. Voilà. Voilà les thèmes. Donc on a un groupe de préparation pour At-Large de ICANN 62. Donc Gisella va nous l'indiquer, c'est Alan, Ricardo, [Ron].

Gisella, Ricardo, Sarah, Hadjia, Maureen, Alan, et je crois qu'il y a quelqu'un d'autre, je ne sais plus exactement qui. Je cherche.

NON IDENTIFIE : Très bien, donc vous voulez que je remette le calendrier sur l'écran ?

HEIDI ULLRICH : Oui, oui, retournez sur le calendrier, et sur les jours et séances qui sont bloquées et indiquées.

Donc, dans 61 jours en fait nous serons à Panama, et ce qui est difficile, c'est que cela va très vite. Ca arrive très bientôt, donc on va avoir... Déjà la planification est lancée pour les déplacements.

Donc vous avez sur Webex si vous êtes sur Webex, vous avez un format 4 jours. Vous avez en fin de journée les séances intercommunautaires, de 3 h 15 à 6h30. Chaque matin, il y a de la participation à partir de 8 h du matin, et si on veut commencer plus tôt que 9 heures, 9 heures est le premier horaire disponible, on peut commencer à 8 h 30, mais avant 8h30, ça c'est pour la sensibilisation.

Donc il y a la possibilité aussi de travailler pendant le déjeuner également.

Mais vous savez qu'on vient seulement de voter sur ces différents thèmes intercommunautaires, donc ce n'est pas encore à l'écran. Et on n'a pas encore toutes les informations, on n'a pas encore la liste de tous les thèmes intercommunautaires qui seront bientôt communiqués, dans les 24 heures.

Donc on va travailler avec la GNSO pour s'assurer qu'on évite tous les conflits, parce qu'on va parler de politique à Panama City, c'est une réunion sur les politiques.

En ce qui concerne At-Large, il y a eu quelques suggestions de l'équipe de direction, nous allons mettre cela à l'écran.

S'il vous plait. Merci Yesim.

Donc pas de réunion de groupes de travail, pour se concentrer sur les politiques. On va avoir que des réunions de LACRALO pour les RALO,

puisqu'on est dans la région LACRALO. Les réunions At-Large se dérouleront le matin, et les séances intercommunautaires l'après-midi.

Donc vous avez vu sur l'ordre du jour, et la préparation à l'At-Large et les révisions seront prévues pour 90 minutes chaque jour.

Donc les thèmes, les nouveaux gTLD, les pistes de travail 1 à 4 et éventuellement 5, la révision de At-Large, les tendances, planification stratégique avec Theresa Swinehart, et réunion avec la ccNSO et SSAC.

Et avant de redonner la parole, j'aimerais souligner que la sensibilisation sera avec la société civile, et Olivier a travaillé à cela. Et je crois que lorsque l'on va travailler au niveau intercommunautaire, avec la commission de planification, on peut mettre le nom des membres de la commission de planification dans le chat.

Est-ce qu'il y a des questions ou commentaires.

ALAN GREENBERG :

Oui, j'aimerais dire que sur ce que recommande l'ALT, donc ça, ça a été décidé par l'ICANN.

Donc ce n'est pas nous qui avons décidé cela. Mais donc pas de réunion de groupe de travail, seulement LACRALO pour les RALOs et nous allons essayer tous les jours de passer un peu de temps à se préparer à nos séances intercommunautaires l'après-midi.

Il y aura beaucoup de travail de la GNSO sur les politiques, et je crois que les personnes qui travaillent au niveau politique de la GNSO vont devoir se rendre à ces réunions, donc ça va être très compliqué d'avoir les réunions d'At-Large.

Nous nous sommes plaints d'ailleurs, mais c'est la seule possibilité pour la GNSO d'avoir ces réunions sur les politiques et de parler du PDP. Et donc on est un peu coincés.

Donc si on veut travailler en parallèle, ce n'est pas très facile, ce n'est pas très clair. Je ne sais pas comment on va y arriver, on va essayer en tout cas, et comme toujours, au niveau du calendrier, ça va être difficile, les horaires ça va être difficile.

Donc est-ce qu'il y a quelqu'un qui pense qu'on ne devrait pas suivre ces recommandations ? Olivier allez-y.

SEUN OJEDEJI : Est-ce que vous me permettez ?

ALAN GREENBERG : Oui, Seun, vous pourrez parler après Olivier.

OLIVIER CREPIN-LEBLOND : Alan, mon commentaire n'a rien à voir avec ce dont vous parlez, c'est un autre commentaire.

ALAN GREENBERG : D'accord, donc on reviendra à vous plus tard. Seun ?

SEUN OJEDEJI : Merci ; je voulais confirmer que les dirigeants de RALO, en fait c'est une question pour la réunion d'AFRALO en Afrique. On en a discuté. Donc je me demandais [inaudible] approprié d'aborder la question.

ALAN GREENBERG : Merci, je pense que les RALO sont au courant, mais je ne suis pas tout à fait d'accord, parce que je n'ai pas participé aux discussions.

On a pourtant tenu la réunion AFRALO africaine, on a décidé que ça n'était pas une réunion de l'ICANN, et ce sera à quelqu'un de la demander et de la programmer si besoin. Mais cette réunion en général est tenue dans la salle de l'ALAC en raison des questions de traduction, mais ce n'est pas une réunion de l'ALAC, c'est une réunion de leurs RALO. Or, s'il est possible de la programmer ou pas, ça c'est une autre question.

NON IDENTIFIE : Merci.

ALAN GREENBERG : Alors, y a-t-il d'autres interventions ou on passe à Olivier ? Pardon je vois Heidi et Tijani. Allez-y.

HEIDI ULLRICH : Et on a également Javier sur le chat.

ALAN GREENBERG : Est-ce qu'on pourrait apprendre à Javier de levez la main ?

JAVIER RUA-JOVET : Si vous me permettez rapidement, c'est juste pour dire que je suis d'accord avec ces commentaires. Qu'est-ce que vous voulez que l'on fasse ? Je ne suis pas tout à fait sûr ?

ALAN GREENBERG : Je n'ai pas compris la question, mais ne vous inquiétez pas, je vais semblant de savoir de quoi je parle, mais ce n'est pas le cas. Ne vous inquiétez pas. Tijani ?

TIJANI BEN JEMAA : Merci. Premièrement par rapport au commentaire de Seun, et par rapport à votre précision, je suis tout à fait d'accord. Et puis je suis tout à fait d'accord avec les séances informatives tous les jours, mais ça fait un peu long, non ? N'oubliez pas qu'on a des activités toutes les matinées et 90 minutes ça veut dire un tiers de la matinée presque.

ALAN GREENBERG : Tijani je voudrais interrompre. Gisella avait dit 90 minutes, moi j'ai dit : on trouvera le moment, on trouvera quelque temps. Je suis complètement d'accord avec vous.

TIJANI BEN JEMAA : Merci. Mais je suis d'accord avec les autres recommandations pourtant.

ALAN GREENBERG : Merci. Je ne suis pas tout à fait d'accord avec Gisella, c'est une très longue journée, c'est un long soir également. 90 minutes ça fait un peu beaucoup, mais c'est ce qu'on a comme proposition. Olivier ?

HEIDI ULLRICH : Pardon, je voulais prendre la parole Alan.

ALAN GREENBERG : Oui, allez-y.

HEIDI ULLRICH : Quelques autres questions ou commentaires pour d'autres réunions avec les autres dirigeants ? Ces séances pourraient être utiles pour vous peut-être ? Je ne sais pas si cela vous intéresse ou si vous voulez que l'on trouve un moment.

ALAN GREENBERG : C'est pour l'équivalent des réunions avec les secrétariats, c'est ça ?

HEIDI ULLRICH : Oui.

ALAN GREENBERG : Oui, pardon, j'oublie. Je suis d'un certain âge, j'oublie. On ne va pas l'exclure tout de suite. On ne va pas l'oublier.

HEIDI ULLRICH : et dans la partie de sujets de la diapo, on avait également la question de savoir avec qui chaque AC et SO allait se réunir. On avait le SSAC. Donc je voulais premièrement confirmer cela et puis rajouter le GAC aussi.

ALAN GREENBERG : Oui, donc le SSAC et le GAC ça, sans doute, on devrait se réunir avec eux, on a toujours eu des réunions productives avec eux. Avec la ccNSO, on s'est dit que si on avait quelque chose d'utile à discuter, je pense que ce sera la bonne manière de procéder.

Je vais demander à notre agent de liaison au sein de la ccNSO de nous en informer, voir s'il y a d'autres sujets sur lesquels, auxquels on voudrait consacrer toute une heure de travail. Donc à ce moment il faudrait également vérifier cette [partie].

CHERYL LANGDON-ORR : Vous me permettez ?

ALAN GREENBERG : Oui, allez-y.

CHERYL LANGDON-ORR : Merci. Je voulais signaler qu'on avait des réunions avec d'autres groupes. Or la GNSO ne se réunit pas avec le conseil d'administration ou avec la ccNSO. La GNSO, la ccNSO, le GAC, s'occupent des questions de politiques, c'est tout. Merci.

ALAN GREENBERG : D'accord. Je ne pense pas que l'on aille rajouter des réunions à notre emploi du temps juste parce qu'on s'est réuni avec eux auparavant. Mais il va falloir voir s'il faut que je change de vision avec ces groupes pour faire la planification.

HOLLY RAICHE : Alan, pardon, je lève la main.

ALAN GREENBERG : Oui, allez-y.

HOLLY RAICHE : Pourquoi on se réunit avec Theresa Swinehart, c'est elle qui veut se réunir avec nous ?

ALAN GREENBERG : Oui, c'est ça le processus. En fait si vous aviez participé à notre réunion, et [Cherine], président du conseil d'administration a expliqué les tendances qui ont un impact sur l'ICANN et qui pourraient potentiellement avoir un impact sur notre capacité de compléter notre mission.

Et cet exercice se fait au sein de l'organisation, avec le personnel, avec le conseil d'administration, avec un nombre d'autres groupes au sein de l'ICANN et qui n'ont pas discuté avec l'ALAC. Ils ont essayé de se réunir avec nous à San Juan, c'était difficile. C'est un exercice assez intéressant, mais je pense que c'est un bon résultat qu'on peut obtenir, et on en reparlera lorsqu'on abordera la question de la réunion de l'ALT que nous avons tenue à San Juan.

Donc on dirait que ce n'est pas intéressant, pour beaucoup de personnes ça pourrait ne pas paraître d'intérêt en tout cas, mais je pense que c'est à considérer pour l'avenir de l'ICANN.

Olivier, vous levez la main. Je ne sais plus si vous savez de quoi vous vouliez parler.

OLIVIER CREPIN-LEBLOND : Oui, merci Alan. Je viens d'ajuster ma montre, je pense qu'on est de retour à l'hiver ici en Bulgarie.

Ma question se rapportait... Je voulais savoir s'il y avait des activités de l'équipe GSE par rapport à la sensibilisation, parce qu'on pourrait inviter les personnes de l'université, et d'autres pour aborder ces sujets. Et en général, on ne l'apprend qu'à la dernière minute. Donc peut-être je voudrais savoir si cela est prévu, si on pouvait le savoir tout de suite et ajouter une action à suivre pour que le personnel nous en informe.

ALAN GREENBERG : Je ne vois pas les actions à suivre ici sur webex, mais j'assume que le personnel a déjà pris note de cela.

Ils sont occupés, personne du personnel ne veut nous répondre ? Alors, action à suivre pour le personnel pour savoir si l'équipe GSE a prévu des activités de sensibilisation à Panama et dans ce cas-là travailler avec les personnels qui vont faire la même chose.

HEIDI ULLRICH : Oui, moi je vais voir la même chose, je vais réagir moi-même, je vérifierai.

OLIVIER CREPIN-LEBLOND : Mais pourquoi on n'est pas au courant de cela ?

ALAN GREENBERG : Olivier, c'est une conversation qu'on a tenue aujourd'hui.

HEIDI ULLRICH : Oui, peut-être qu'on pourrait discuter avec le sous-comité de sensibilisation et de participation.

ALAN GREENBERG : Peut-être que ce n'est pas la peine d'avoir un appel sur cette question, beaucoup plus simple. Mais [inaudible] on le [inaudible] fera comme ça. J'essaie d'être gentil aujourd'hui.

Je ne sais plus qui souhaite prendre la parole.

On passe au point suivant ? Les autres activités si je ne me trompe ?

Oui, c'est à mon nom dessus, effectivement, mais je ne sais pas qui a travaillé aux activités, donc je ne saurais pas l'expliquer.

GISELLA GRUBER : Alan, j'ai la deuxième diapo du PowerPoint qui est censée signaler [ce point qui est en train de voir] pour l'emploi du temps. On avait donc l'événement du [inaudible] qui est confirmé le jeudi et mercredi soir. On a des événements de réseautage entre 18 h 30 et 19 h 30, et le jeudi on a le cocktail de clôture de la communauté. On a le diner de l'ALAC à confirmer et activité de [inaudible] à confirmer. Voilà tout ce qu'on a pour l'instant. S'il y avait quelque chose d'autre qui surgisse, on le complètera à mesure qu'on aura reçu les informations. Merci Alan.

ALAN GREENBERG : Merci. Il me semble que l'autre point qui reste est [maintenant] que pour ceux qui n'ont pas pris des arrangements, qui ne se sont pas organisés ou qui ont besoin d'aide. Vous pouvez nous contacter, ou Gisella ou Heidi. On ne veut pas voir qu'il y a des problèmes plus tard pour les déplacements, que vous ayez eu des problèmes de visa ou autre.

Puisque personne ne s'est manifesté, on assume que tout le monde a des billets, que tout le monde est bien organisé. Si ce n'est pas le cas, faites-le nous savoir. On veut savoir quelle est la situation de tous, et s'il y a des problèmes.

Y a-t-il d'autres questions ou commentaires sur l'ICANN 62 ? Nous reviendrons sans doute sur cette question plus tard.

NON IDENTIFIE : Alan ? Sébastien lève la main.

ALAN GREENBERG : Je pensais que Sébastien était sur un avion.

SEBASTIEN BACHOLLET : Non, je suis sur le train pour aller à l'aéroport. Mais est-ce qu'on a le temps de discuter de la stratégie pour le Panama ? Et ma deuxième question, Gisella, est si on avait une idée du moment ou quand cela pourrait [revenir]. Merci.

ALAN GREENBERG : Sur le plan stratégique, je vais demander à Heidi de prendre note, de comprendre où et quand est-ce qu'on a décidé des questions. Et sur le prix ETHOS, ce prix est toujours remis le lundi matin, dans la première séance, la séance de bienvenue informelle. En tout cas c'est ce qui a été fait ces 7 dernières années.

SEBASTIEN BACHOLLET : Donc je veux m'assurer, parce que ça va être un événement exceptionnel, et c'est important qu'il y ait une participation de At-Large. Et je crois qu'on sera satisfaits, je crois que tous les participants de At-Large doivent être là.

ALAN GREENBERG : Oui, c'est lors de la première séance, et il y a des personnes qui pensent que la séance de bienvenue n'est pas importante, mais nous allons faire le maximum pour être présents pour les prix ETHOS.

SEBASTIEN BACHOLLET : Cette fois –ci ça va être important d'être là. Je ne peux pas en dire plus, je n'ai pas besoin d'en dire plus, mais n'oubliez pas d'être présents.

ALAN GREENBERG : Je ne sais pas de quoi vous parlez, mais je ne sais pas.

GISELLA GRUBER : Non. Mais je recommanderais à tout le monde d'être là, mais je ne peux pas en dire plus non plus. On révélera tout cela à 8 h 30 du matin dans la ville de Panama.

ALAN GREENBERG : Je dois dire que c'est un petit peu inquiétant, ce n'est pas.

GISELLA GRUBER : Allez au prix Ethos. Cela va être une présentation combinée.

ALAN GREENBERG : Moi, je suis au panel de sélection, et je ne sais pas de quoi vous parlez. Mais pour le moment, on s'arrête là. Et nous passons à notre point suivant.

Très rapidement, j'avais promis qu'il y ait un rapport sur l'ALT, je ne sais plus quand c'était, vendredi matin je crois on était à San Juan, et il y aura un rapport écrit. Il y a eu quelques retards, mais vous allez le recevoir bientôt ce rapport. Et durant cette séance, on a parlé avec Cherine Chalaby et il a beaucoup élaboré sur ce qu'il avait dit à la séance d'ouverture.

Pour essayer de régler les problèmes de l'ICANN qui peuvent avoir un impact fort sur notre mission et l'atteinte de notre mission, on n'en a pas beaucoup parlé, mais je pense que vous serez intéressé par mon résumé, je vous encouragerais donc à venir à cette séance avec Theresa.

C'est un exercice intéressant, il faut être sûrs que l'ICANN n'ait pas des problèmes comme nous avons eu avec le RGPD. Parce qu'il y a des choses qui se passent dans le monde, et parfois on ne voit pas bien venir ce qu'il se passe et on ignore trop certaines choses. Donc il faut vraiment réfléchir à tout cela.

Donc les programmes d'intégration, on a eu pour l'ALAC une réunion de sélection, on n'a pas tout conclu, on n'a pas tout finalisé au niveau de nos sélections parce qu'on avait très peu de participation à la réunion, et dans un autre forum et de manière privée, je parlerai pour voir ce que l'on peut faire. Donc le AAFC, c'est un groupe qui a beaucoup de responsabilités, on a beaucoup délégué à ce groupe, et j'ai trouvé très gênant le fait qu'on n'a pas beaucoup de participation.

Donc c'est vraiment un problème à régler pour la sélection à l'ALAC, et j'espère qu'on aura les réponses finales sur la sélection du programme d'intégration demain. Demain c'est la date limite de soumission de noms. Et donc j'utiliserai, en tant que président, je statuerai, je prendrai des décisions et on vous informera de cela. Et nous aurons une procédure qui respectera nos règles de procédures, avec un peu de frustration je le dis, nous tiendrons les dates limites, nous les respecterons.

Des commentaires sur ces deux derniers points ? J'ai oublié de vous donner la possibilité de commenter.

Très bien, donc.

Dernier point important, les nominations, sélection et élection At-Large 2018, les RALO ont été contactés, et il y a un changement substantiel. C'est un petit peu plus simple cette année parce que NARALO a de nouvelles règles de procédures qui a permis à NARALO d'être en même temps que les autres RALO ; donc ça fait 5 RALO en même temps, en parallèle. Et je crois que ça va faciliter les choses.

Vous vous rappelez peut-être que nous avons parlé à San Juan de NomCom, nos délégués NomCom, pour choisir d'autres personnes, et brève discussion à ce sujet. De part le passé on n'avait pas obligatoirement clarifié ce que ces personnes devaient faire comme travail. Et pour répondre à cela, j'ai demandé à des volontaires qui avaient déjà travaillé à NomCom, j'ai reçu 6 personnes qui se sont portées volontaires, on a fait une liste de critères.

Je ne sais pas si c'est sur le document que vous voyez... C'est sur la droite un petit peu, est-ce qu'on peut aller sur la droite un petit peu de ce document pour voir cette liste. Je ne sais pas qui contrôle Webex. C'est en bleu, voilà. C'est en bleu.

J'ai du mal à le lire. On n'en est pas encore au bon endroit. Oui.

YESIM NAZLAR :

Qu'est-ce que vous voulez que je vous montre ?

ALAN GREENBERG :

Les critères pour les délégués NomCom.

HEIDI ULLRICH :

C'est en bleu, sous NomCom, je viens de le voir. Donc remontez un petit peu. Voilà je crois.

ALAN GREENBERG :

Donc moi j'ai un espace sur mon écran. Là vous pouvez diviser et voir, utiliser vos contrôles et là vous pouvez voir ce qui est en bleu.

Les critères dont on a parlé, bon je vais vous les lire très rapidement, et on a encore quelques ...

Donc la familiarité avec les groupes de l'ICANN à qui NomCom nomme, vers qui NomCom effectue ses nominations.

Capacité à juger les personnes, lorsque l'on fait passer les entretiens, lorsque l'on embauche. Donc la manière dont on prend les décisions. Donc parfois on se base simplement sur des documents, on se voit un petit peu sur le web, ce que l'on sait de ces personnes. Donc si vous devez prendre des décisions sur les personnes, ces délégués du NomCom, si vous avez fait des entretiens d'embauche c'est intéressant par exemple,

Il faut être à l'aise et bien parler l'anglais. Ce que j'ai reçu comme message de plusieurs personnes c'est qu'on est toujours très aimable à NomCom, mais si on ne parle pas bien anglais, et que l'on vous comprend bien, et bien on ne va pas vraiment vous écouter.

Donc beaucoup se fait en ligne, donc il y a beaucoup de travail entre mars et juin, 4 réunions auxquelles vous devez vous rendre. Si vous n'avez pas assez de temps à votre disposition, ce n'est pas la peine d'être délégué NomCom.

Il faut être capable de travailler dans un environnement de groupe, et d'être ferme également. Parce qu'il y a des personnes très expérimentées auprès du NomCom. Il faut être également quelqu'un qui a une capacité d'écoute et la capacité et la volonté de changer d'avis si quelqu'un a un bon argument. Il faut être diplomate également.

Il faut trouver donc des gens avec ces caractéristiques. Parfois on a envoyé des personnes qui ne répondaient pas à ces critères, et sinon, certaines personnes qui ont réussi à faire un bon travail, mais par chance.

Donc c'est un défi pour que les personnes recommandent de bonnes personnes, de bons candidats. Et moi je crois que c'est extrêmement si on veut avoir un impact sur le NomCom, si on veut aider à sélectionner des personnes non seulement pour l'ALAC, mais aussi pour d'autres postes, et bien il faut absolument trouver les bonnes personnes.

Donc voilà ce que je voulais dire. Y compris pour les membres de l'ALAC il faut trouver de bonnes personnes au NomCom. Certains de nos postes sont en deuxième année, donc on a besoin de nouvelles personnes. Et il faut voir qui on va nommer à ces postes.

Donc l'ALAC doit faire cette sélection, et c'est à l'ALAC véritablement de vérifier que ces personnes sont au niveau, ont les qualités nécessaires. Donc c'est une diligence raisonnable qu'on nous demande d'effectuer et je crois que nous devons faire notre travail.

Cela dit, moi j'ai terminé tout ce que je voulais dire. On a des mains qui se lèvent. Je vois Heidi et Tijani. Tijani allez-y.

TIJANI BEN JEMAA :

Merci beaucoup. Je suis heureux de voir ces critères. Mais j'ai peur que ça puisse poser des problèmes. Comment est-ce que vous allez évaluer ces critères, c'est très subjectif. Comment vous évaluez ces personnes parlant assez bien anglais. Comment vous allez évaluer tout cela, s'ils ont le temps. Donc c'est très subjectif.

Donc ce ne sont pas véritablement des instruments de mesure, de chiffrage. Donc moi je crois qu'on devrait avoir des critères pour guider les gens, pas des critères de sélection.

ALAN GREENBERG :

Merci Tijani. Ça, pour certains des critères, ce sont des indications. On ne peut pas garantir en effet que les gens vont vouloir s'engager avec beaucoup de temps, mais on leur dit que c'est important de pouvoir trouver beaucoup de temps pour aller à ces réunions. Il faut que les gens soient au courant.

Donc ce que l'on essaye de faire, c'est de progresser. Est-ce qu'on peut garantir, est-ce que l'on peut évaluer tout cela ? Non. Mais on peut parler aux personnes, on peut voir un petit peu s'ils ont les qualités nécessaires et essayer de trouver des personnes qui ont ces qualités.

Est-ce qu'on va rejeter les gens ? C'est une bonne question. L'ALAC obtient des recommandations des RALO. J'espère que les RALO vont faire leur travail d'évaluation, ce n'est pas seulement avoir un agréable sourire, c'est un travail important, il faut être sérieux à ce niveau. Et lorsque les RALO vont faire plusieurs recommandations, à ce moment-là l'ALAC doit également faire son travail.

Moi je crois qu'on doit faire le maximum, sinon, on va avoir des personnes qui ne vont pas être si efficaces qu'elles pourraient l'être. Voilà ce que je voulais dire.

Donc je n'ai pas de réponse magique, c'est très subjectif en effet, mais si vous avez déjà engagé quelqu'un dans votre vie, fait passé des entretiens d'embauche, si vous avez trouvé un partenaire dans votre

vie, c'est très subjectif aussi un mari ou une femme, et parfois ce n'est pas la bonne personne, mais il faut faire de notre mieux.

TIJANI BEN JEMAA :

Je suis d'accord. Moi je voudrais des principes, pas des principes de sélection, mais des principes qui donnent des indications. Je pense qu'il faut en effet prendre en compte certains de ces critères, et l'ALAC peut vérifier s'il est clair que ces critères, la personne n'y répond pas, et bien là il faudrait peut-être faire quelque chose, mais c'est très difficile de définir le niveau d'anglais d'une personne, et ainsi de suite, est-ce que c'est une personne à l'aise, pas à l'aise. C'est très subjectif. Donc donnons des indications, mais pas des critères de sélection.

ALAN GREENBERG :

Oui, en effet, le choix des mots n'est peut-être pas le meilleur, les termes ne sont pas toujours très bien choisis. Donc on ne va pas leur donner des tests linguistiques évidemment, il y a des personnes qui vont indiquer ce qu'ils sont capables de faire, mais il faut donner des attentes quand même. Heidi.

HEIDI ULLRICH :

Merci, je voulais simplement souligner que le processus de nomination a changé un petit peu cette année, et y compris les autos-nominations doivent être directement avec la liste de diffusion si vous voulez être sélectionné ou élu. Et depuis 2018 donc l'espace de travail doit recevoir votre candidature. Donc je crois que les premiers critères ce seraient beaucoup plus transparent maintenant. Envoyez une note à At-Large, envoyez quelque chose sur le Wiki et nous suivrons cela de très près.

ALAN GREENBERG : Est-ce qu'il y a d'autres commentaires ? Allez-y.

CHERYL LANGDON-ORR : Je voulais simplement dire que les critères de sélection sont les bienvenus selon moi. Et je crois que c'est très bien pour les commissions de nomination. Il y a même des entretiens qui se sont parfois déroulés. Donc je ne sais pas si les RALO peuvent aller très loin dans le processus de sélection, mais ALAC peut choisir également des personnes qualifiées. Donc moi je crois qu'on doit tous s'y mettre, et trouver des candidats appropriés pour le NomCom. Ça se sont des recommandations d'ailleurs de la révision de NomCom, qui est récente.

ALAN GREENBERG : Oui, je soulignerais, et ça je l'ai déjà dit aux membres de ce groupe, principalement ALAC que c'est une de nos responsabilités importantes, ce n'est pas seulement les personnes de NomCom, mais c'est notre travail, le travail des RALO.

Heidi, en ce qui concerne les messages indiquant que cela doit aller sur la liste de diffusion des RALO, je crois qu'un RALO n'a pas posté cela à bon escient pour les nominations, pour accepter les nominations. Donc parfois on a un manque de transparence de certains RALO, et ça il faut que ce soit réglé et modifié.

HEIDI ULLRICH : Oui, c'est exact, il y a plusieurs RALO qui n'envoient pas tout sur la liste de diffusion des RALO.

ALAN GREENBERG : Donc je vais demander au personnel de contacter le leadership des RALO directement, pour s'assurer qu'on remédie à cette situation, sinon on va avoir des plaintes concernant le processus, et on va repartir à zéro et ce n'est absolument pas quelque chose de désirable.

Est-ce qu'il y a d'autres points que vous voudriez soulever ?

NON IDENTIFIE : Si vous le permettez. Ricardo voulait dire quelque chose.

ALAN GREENBERG : Ricardo, je ne vous ai pas vu lever la main. Allez-y monsieur Ricardo Holmquist, à quel sujet voulez-vous intervenir.

RICARDO HOLMQUIST : Sur les délégués NomCom.

ALAN GREENBERG : Allez-y, absolument.

RICARDO HOLMQUIST : Je ne suis pas sûr que... LACRALO par exemple travaille à ses délégués NomCom, il y a un vote. Et est-ce qu'il y aura une décision qui va être entérinée simplement ?

ALAN GREENBERG :

Oui, vous pouvez utiliser toutes les techniques que vous voulez pour faire des recommandations. Et donc les RALO n'ont pas toujours travaillé de la même manière, et lorsqu'il y a plusieurs candidats, il y a en effet parfois des votes, et parfois on ne présente que les principaux candidats. Donc l'ALAC n'a pas à accepter obligatoirement. L'ALAC n'est pas tenu de représenter toutes les RALO, comme on l'a fait par un temps. Donc même s'il y a des personnes qui ne font pas partie de la liste des RALO et qu'il faudrait que l'on considère la question.

Pardon, j'ai des oublis des fois, c'est vrai qu'il y a eu des cas où on a [inaudible] ou quelqu'un qui avait été rejeté par le RALO et qu'on l'a quand même accepté. Mais c'est une décision de l'ALAC, et les statuts constitutifs le disent très clairement. Mais nous souhaiterions avoir les contributions et les avis des RALO dans la mesure du possible pour pouvoir bien travailler.

Donc oui, effectivement, il se pourrait qu'il y ait un vote pour la RALO, mais ce n'est pas nécessairement un vote pour le délégué du NomCom, c'est une recommandation de l'ALAC.

Et si les nouvelles règles de procédures de LACRALO impliquent autre chose, il faudrait qu'on s'assure que cela soit corrigé.

Y a-t-il d'autres commentaires ? Des divers ? À ce moment-là, je m'excuse d'avoir pris 9 minutes de retard et nous allons clore l'appel.

Merci à tous, la participation était formidable. Merci et au revoir.

NON IDENTIFIE : Merci, la réunion est maintenant ajournée, ayez une bonne fin de journée.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]